

Le JCPOA. (2015 -2020)



Iremmo 2020



Obama / Rouhani :
Kerry / Zarif :
l'ouverture



2003 : EU3 Signent un premier Accord

2006 : Sanctions ONU

2013 Négociations EU3 Plus 3 (USA Chine Russie)

14 juillet 2015 Accord de Vienne JCOPA (Joint comprehensive Plan of Action)



Les craintes et le nouveau conflit

8 mai 2018 : Les Etats Unis déclarent la guerre à l'Iran.



Le Congrès plus radical
que Donald Trump

SANCTIONS :

**Les USA ne respectent pas l'Accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire
Sanctions unilatérales et illégales des États-Unis contre l'Iran**



OFAC

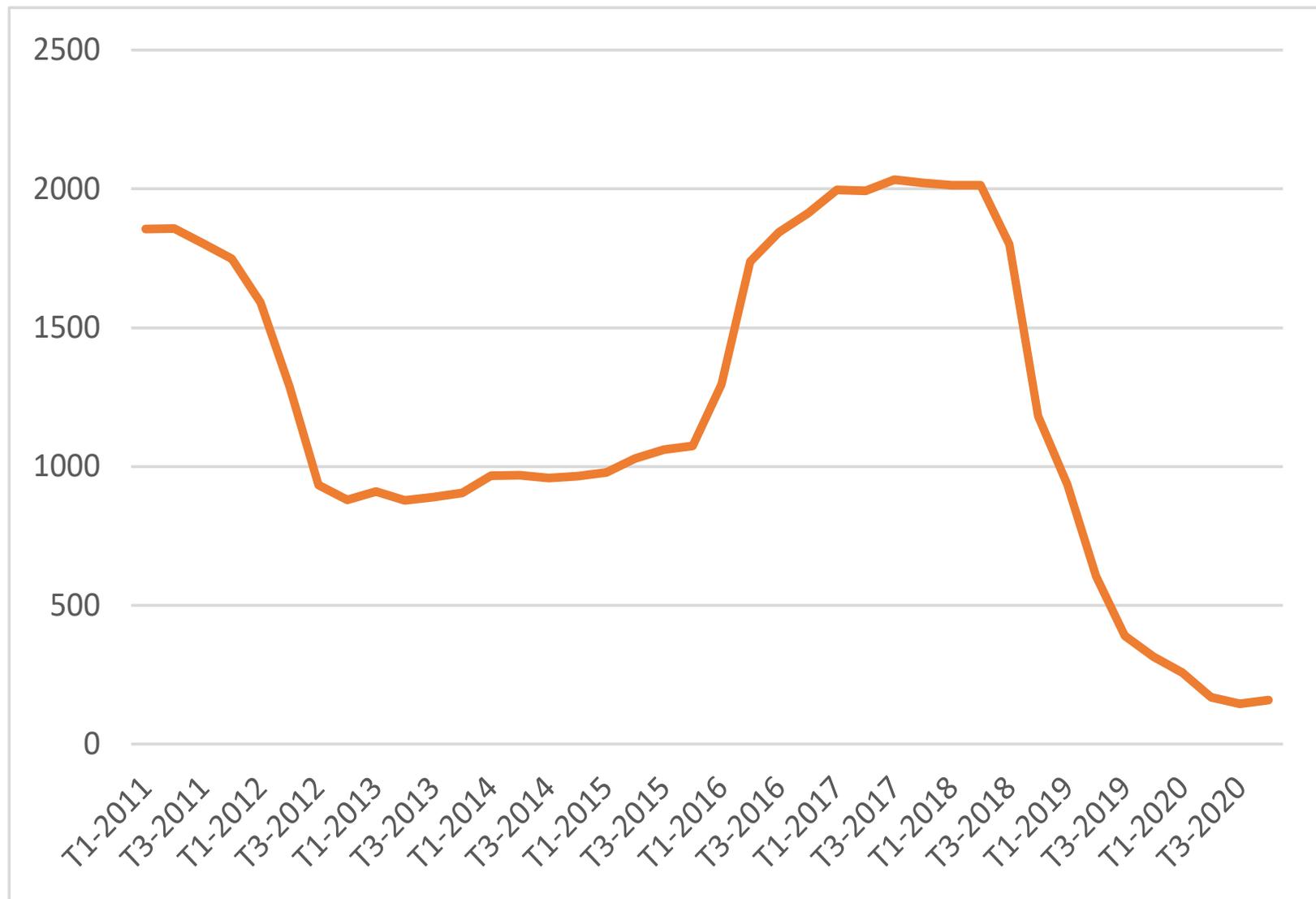
Office of Foreign Assets Control

- **MAI 2018**
- **DONALD TRUMP DÉCIDE DE SORTIR DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE DE 2015**
- Objectif : appliquer une politique de « pression maximum » pour obliger l'Iran à négocier un accord global (« les 12 conditions présentées par Mike Pompeo »)
- Accord global : un accord sur le nucléaire plus contraignant, un accord sur la politique régionale de l'Iran, un accord sur le programme balistique iranien

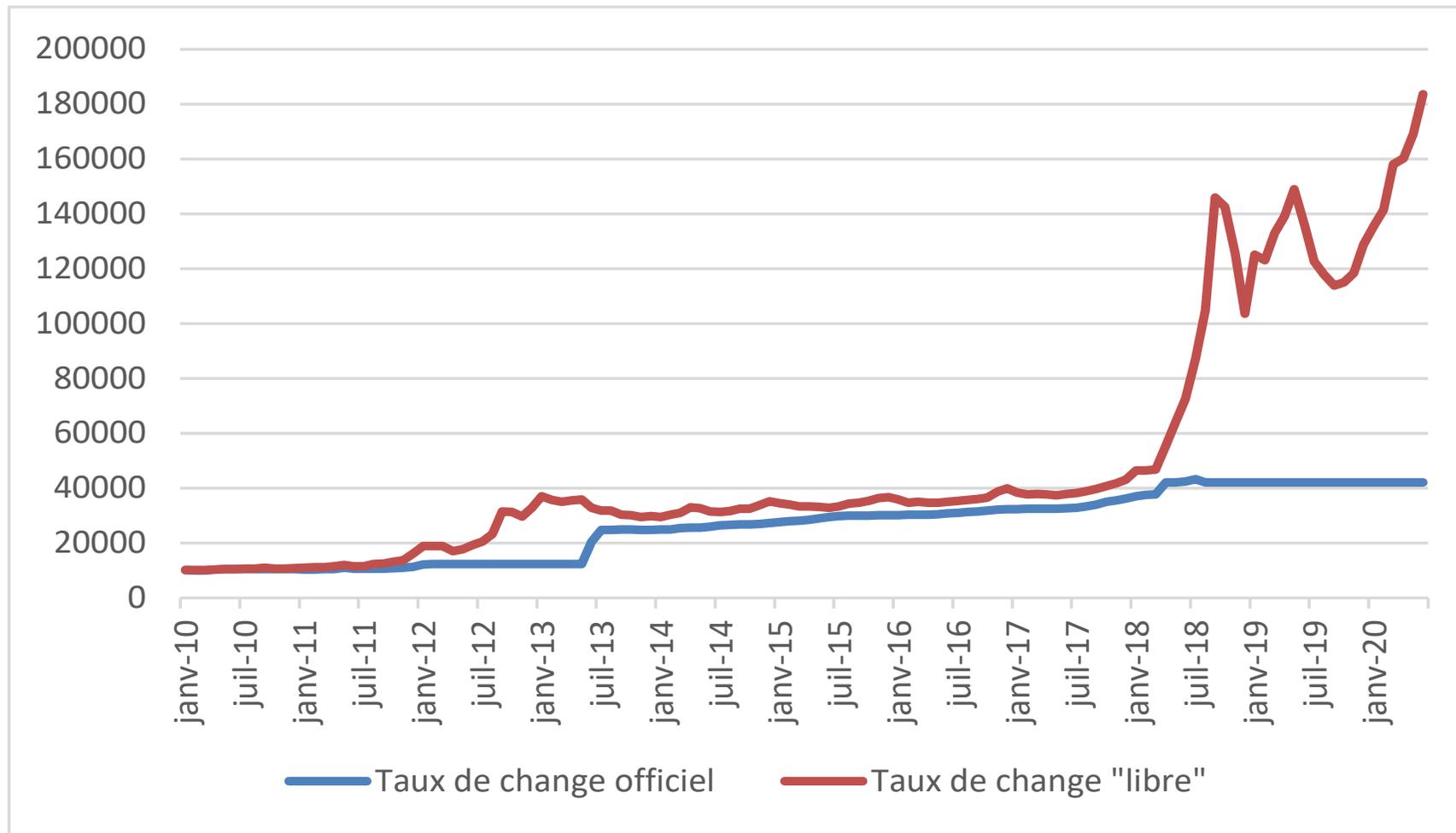
- 1) Les sanctions américaines ont conduit à une crise économique et sociale grave
- La croissance est devenue négative depuis 2018 sous l'impact des sanctions américaines et notamment de l'embargo pétrolier (revenus pétroliers = 50 % des recettes budgétaires et 80% des exportations)
- La monnaie iranienne s'est effondrée depuis la fin 2017 et l'inflation est repartie à la hausse
- Accroissement des difficultés économiques avec la crise du Covid

- Effondrement des exportations pétrolières
- Dépréciation du taux de change du rial sur le marché libre
- Croissance négative et inflation qui accélère
- Recul des échanges commerciaux avec l'UE

2018 : Effondrement des exportations de pétrole Exportations pétrolière (milliers de barils/jour)

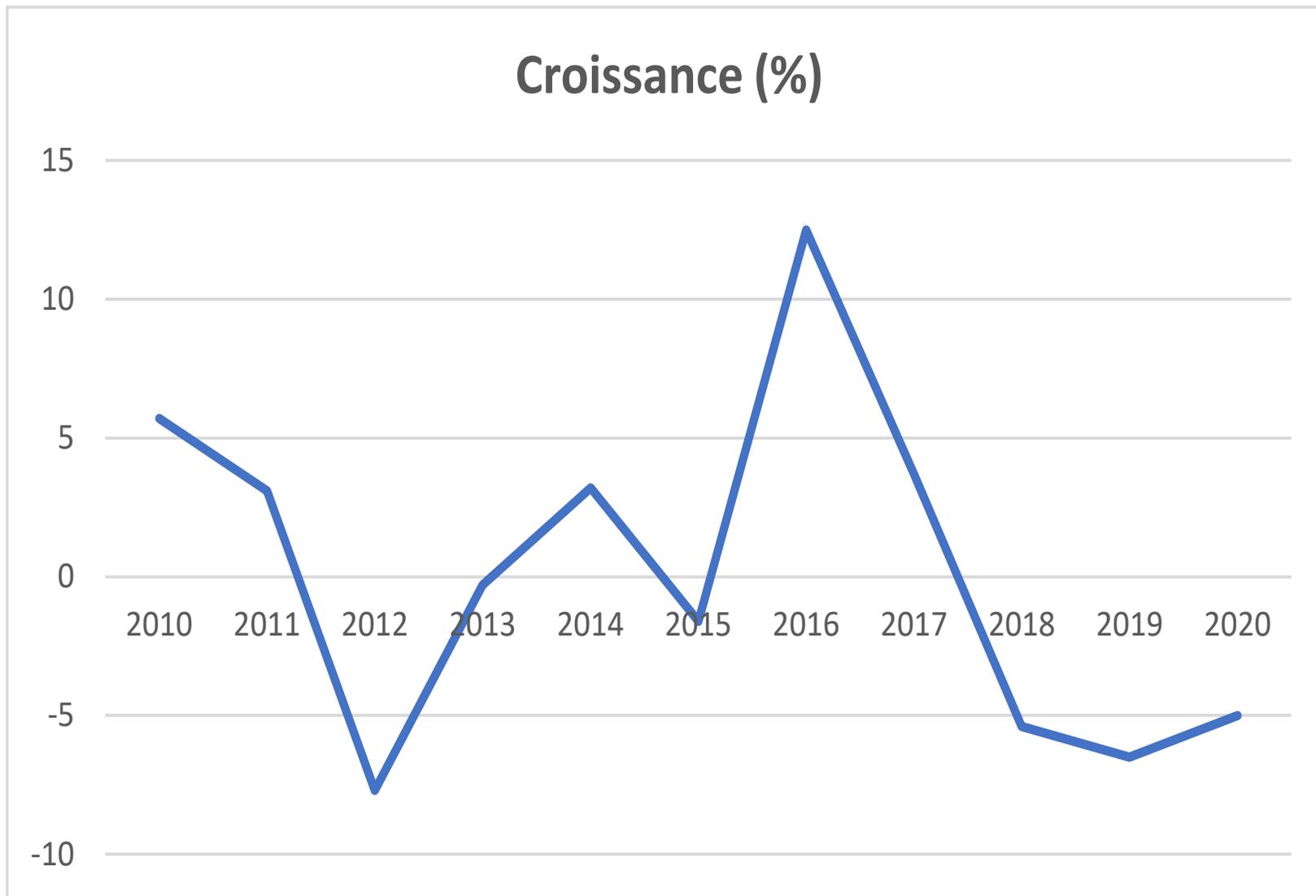


Dévaluation massive du Rial Taux de change \$/rials

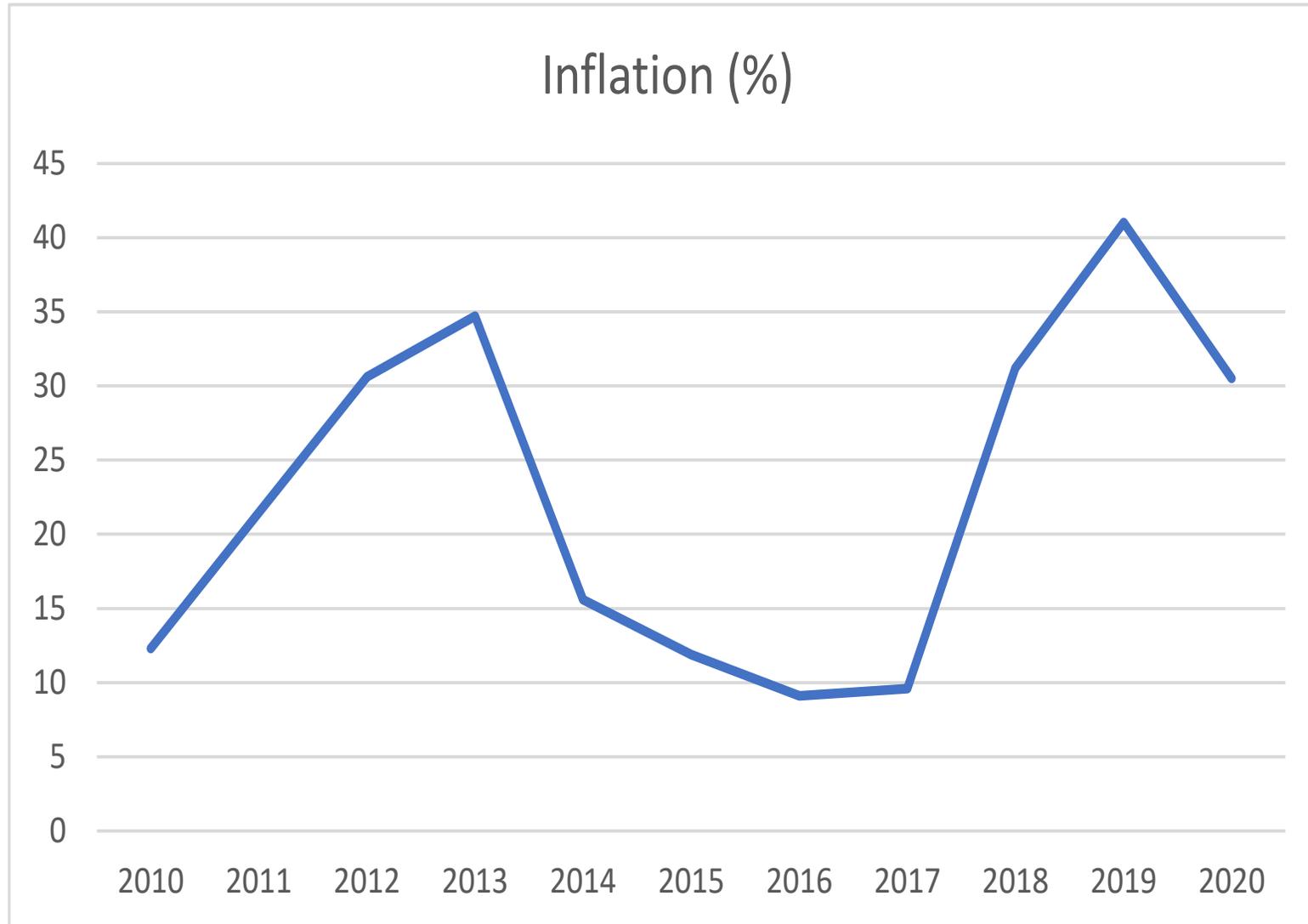


Source : BCI, agents de change

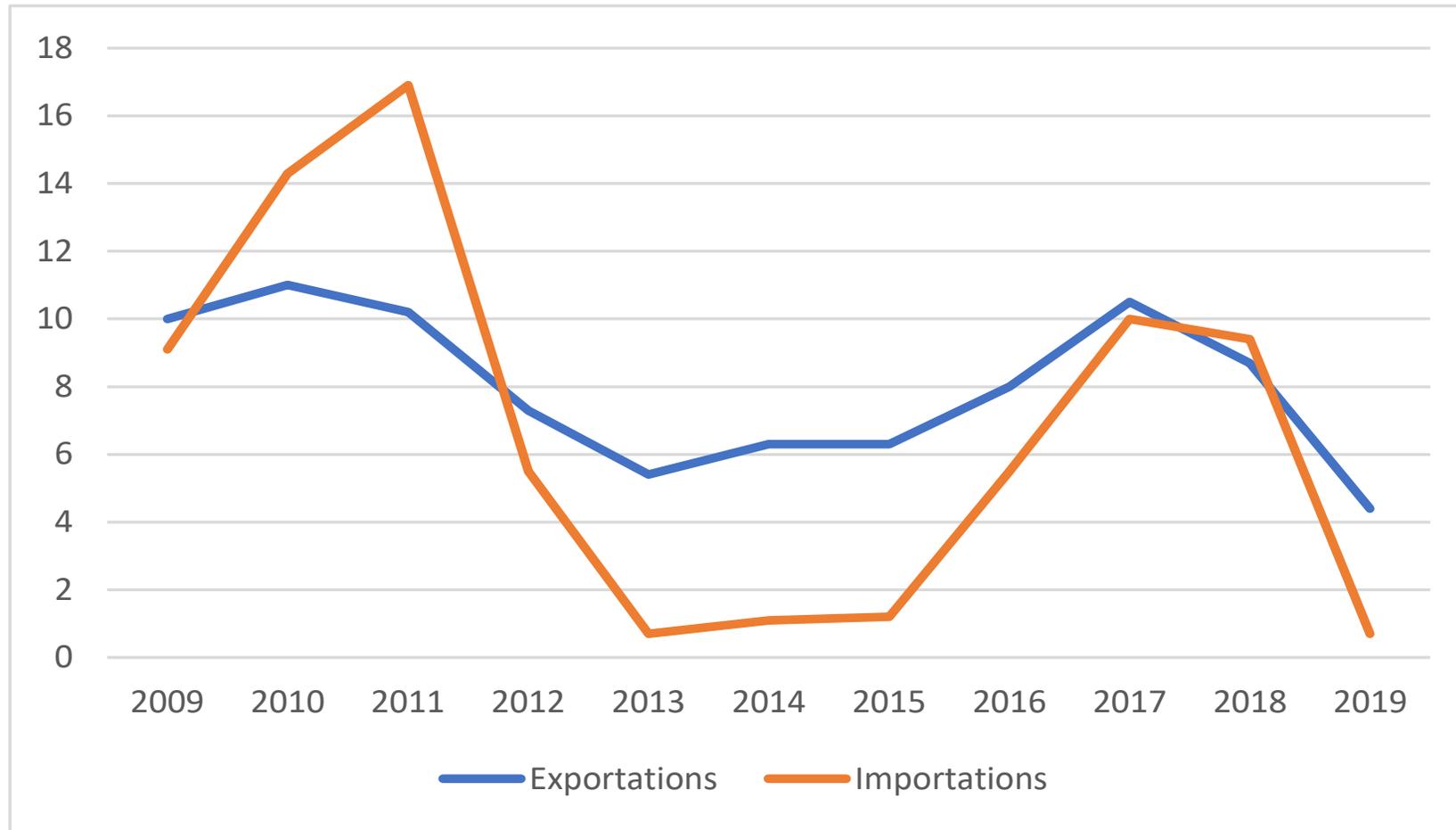
Récession économique



Après l'embellie 2013 2017, reprise de l'inflation

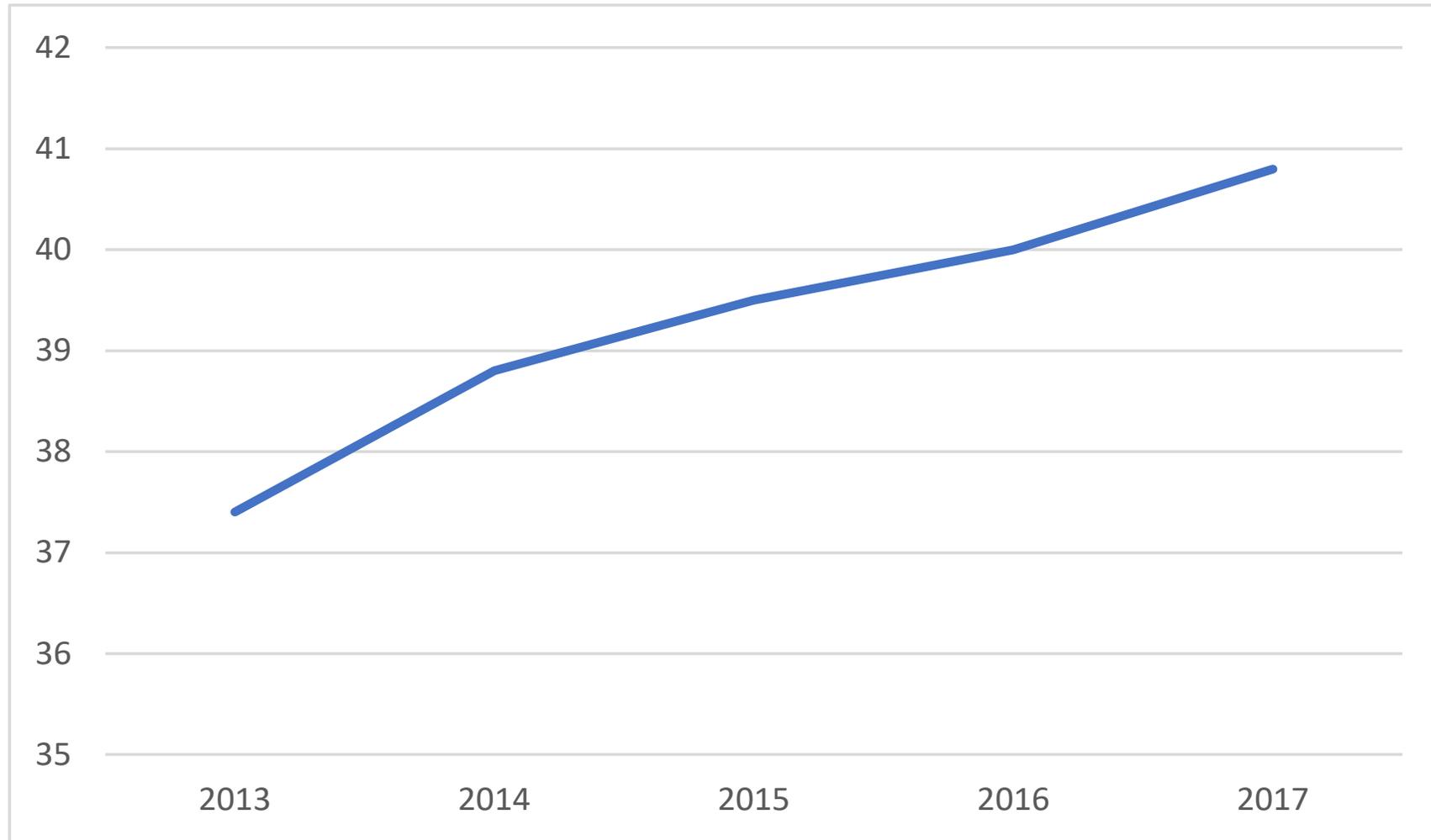


Chute des exportations et importations de biens de l'UE vers l'Iran (milliards d'euros)



- **Ces difficultés amplifient les problèmes sociaux**
- Le taux de chômage « réel » a atteint 24 % au printemps 2020 (CSI)
- Inégalités sociales durement ressenties en période de crise => accroissement des inégalités en matière de répartition des revenus se sont accrues entre 2013 et 2017 d'après la Banque Mondiale

Coefficient de GINI en Iran (2013-2017)



- Cette crise sociale est à l'origine des troubles enregistrés en Iran fin 2019
- Augmentation du prix de l'essence en Novembre 2019 a conduit à des violentes protestations et à une répression (plusieurs centaines de morts)
- Réactions des populations les plus défavorisées dans les banlieues (Islamshahr), dans le Khuzestan

- **Des marges de manœuvre économiques limitées pour le gouvernement**
- **Impossible de stabiliser l'économie compte tenu de l'ampleur des sanctions (embargo pétrolier) et la dépendance de l'économie par rapport aux recettes pétrolières (80 % des exportations, près de 40 % des recettes budgétaires)**
- Manque de moyens pour relancer l'économie suite à l'épidémie du Covid + opposition des Etats-Unis à un prêt du FMI de 5 milliards de dollars
- La crise économique a mis en évidence les problèmes structurels de la sphère politique : hausse des prix de l'essence en novembre 2019 sans concertation, incapacité du gouvernement à faire approuver les lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent (GAFI)

- **Mais les capacités de résistance subsistent :**
- Capacité de l'Iran d'exporter des produits non pétroliers dans la région (sanctions plus difficiles à appliquer)
- soutien économique et stratégique de la Chine
- Faible endettement extérieur

10 premières destinations des exportations non pétrolières de l'Iran en 2018 (milliards de \$)

Chine	9,2
Irak	8,9
EAU	5,9
Afghanistan	2,9
Corée du Sud	2,5
Turquie	2,4
Inde	2
Pakistan	1,2
Indonésie	0,8
Oman	0,7

Source : Iran Trade Promotion Organization

Les 10 premiers exportateurs
en Iran (milliards de dollars)

2017		2018	
Chine	13,2	Chine	10,3
EAU	10	EAU	6,5
Corée du Sud	3,7	Turquie	2,6
Allemagne	3	Inde	2,6
Suisse	2,1	Allemagne	2,4
France	1,8	Suisse	2,1
Pays-Bas	1,4	Corée du Sud	2
Italie	1,4	Russie	1,3
RU	1,1	Pays-Bas	1,1
Singapour	0,9	Italie	1,1

L'Europe ... ne fait pas grand chose

- Soutien officiel de l'UE à l'Accord sur le nucléaire de 2015
- Mais passivité des autorités européennes face au retrait du marché iranien de la plupart des grandes entreprises européennes (Peugeot, Total, etc.)
- Mise en place récente d'un mécanisme de paiement par troc, l'Instex (*Instrument in Support of Trade Exchanges*)
- Ce mécanisme n'a pas commencé à fonctionner + les grandes entreprises européennes auront toujours peur des sanctions américaines
- Les Iraniens ont du mal à accepter la passivité européenne mais ont choisi de rester dans l'accord

- 2) Refus de l'Iran de céder face à la politique de « pression maximum »
- 1ere phase : juin 2018 – juin 2019 : l'Iran respecte l'accord et demande à l'UE d'agir face aux sanctions américaines
- Deuxième phase : juin 2019 – janvier 2020 : l'Iran essaie de faire évoluer le rapport de forces : attaques sur l'Arabie Saoudite, retrait graduel de l'Accord tous les deux mois
- Troisième phase : janvier 2020 - ?. Politique de « patience stratégique ». L'Iran « résiste » et attend la fin de l'embargo sur les armes (octobre 2020) et les élections américaines (novembre 2020)

PROJET DE BUDGET 1400

Budget de l'année 1400 (2021-2022) : 24 350 000 milliards de rials (+ 19,4 % de 1399)

Pétrole : 2,3 mbj à à 40 dollars par baril (1 992 720 milliards de rials, soit 3,5 fois 1399) y compris ventes en Iran. (**25% des recettes** budgétaires)

Taux de change officiel : USDF = 115 000 rials (1 USD = 42 000 rials depuis 2017)

Le taux d'**inflation** : 22 % ;

Salaire minimum des fonctionnaires de l'Etat et pension des retraités : 35 millions de rials (hausse de: 25 %) = **304 USD**

Part des recettes pétrolières et gazières allouée au Fonds du développement national : 20 % ;

Travaux publics (construction d'infrastructures) : 1 040 000 milliards de rials ; (4,3. du budget)

Déficit budgétaire : 3 190 000 milliards de rials. (**13,1% du bgt**)
(compensé par 1 250 000 milliards de rials de ventes d'obligations,
950 000 milliards de ventes d'actions des entreprises publiques,
755 000 milliards grâce à un prêt souscrit auprès du Fonds du développement national)

Allocations : 2 670 000 milliards de rials. (**11% du budget**)

**Iran USA :
vers la fin de la guerre des deux diables?**



- **Vers une nouvelle politique iranienne des Etats-Unis ?**
- Joe Biden a dit que les Etats-Unis rentreraient dans l'accord
- Les Etats-Unis vont-ils revenir dans l'accord et lever immédiatement toutes les sanctions réimposées par Trump ?
- Tensions entre l'Iran et les Etats-Unis vont continuer : les sanctions non liées au nucléaire restent, différents sur la politique régionale de l'Iran, le programme balistique iranien, les droits de l'homme, etc.

- Mais à priori, volonté des Etats-Unis de privilégier la diplomatie
- L'UE devrait jouer un rôle important en coordination avec les Etats-Unis
- Opposition des adversaires de l'Iran (Israël, Arabie Saoudite) à cette « nouvelle » politique américaine

- Les Etats-Unis vont revenir dans l'accord sur le nucléaire de 2015 en dépit de l'opposition d'Israël et de l'AS
- Scénario 1 : retour dans l'accord et levée des sanctions
- Scénario é : volonté des Etats-Unis de renégocier un accord global (nucléaire + politique régionale de l'Iran + programme balistique)
- Opposition résolue de MBS et de l'AS va persister => que peut faire l'AS sans appui américain ?, risque d'une alliance explicite avec Israël contre l'Iran;

- **Quelles perspectives pour les entreprises européennes ?**
- Intérêt « prudent » des entreprises européennes => nouvelles perspectives commerciales si les Etats-Unis reviennent dans l'accord et annulent les sanctions réimposées en 2018
- Les entreprises françaises ont une bonne image en Iran => retour sur le marché possible en dépit de la concurrence chinoise ou turque.
- Si retour à la situation de 2017 => contraintes posées par les sanctions américaines => attitude de l'UE ?